

**Délégation Territoriale de la Marne**

Le Délégué Territorial de la Marne

**Service émetteur :**  
Santé-Environnement

**Affaire suivie par :**  
Sébastien MATHERON

**Courriel :**  
sebastien.matheron-bataille@ars.sante.fr  
**Tél :** 03 26 66 77 04  
**Fax :** 03 26 69 05 69

<p>Direction départementale des Territoires MARNE Service Urbanisme Implantation Territoriale de Reims</p> <p>Le <b>05 MARS 2018</b></p> <p><b>COURRIER ARRIVEE</b></p>	<p><b>A</b></p> <p>Monsieur le Directeur Départemental des Territoires 28 boulevard Lundy 51100 Reims</p> <p>Châlons-en-Champagne, le <b>02 MARS 2018</b></p>
---	---

Nos réf : DT51/SM/GG/2018-02746

**Objet :** Demande de Permis de Construire n° 051 454 18 K0021 déposée par le CHU de Reims, représenté par Monsieur GUCCIONE Laurent, pour l'édification d'un bâtiment principal hospitalier au 45 rue Cognacq Jay à Reims.

Dans le prolongement de l'examen du dossier cité en objet, j'ai l'honneur de vous informer des prescriptions suivantes :

**Concernant les locaux :**

Le pétitionnaire devra respecter le titre III du Règlement Sanitaire Départemental, notamment la ventilation des locaux.

**Concernant le bruit :**

Le pétitionnaire doit respecter l'arrêté du 25 avril 2003 relatif à la limitation du bruit dans les établissements de santé.

**Concernant le réseau d'eau :**

Le réseau d'eau alimentant l'établissement doit être conçu pour éviter toute pollution du réseau public par la pose d'un disconnecteur à zone de pression réduite contrôlable en aval immédiat du compteur général.

Le réseau de distribution interne à l'établissement doit également être protégé des retours d'eau des parties de réseaux ou points d'usage à risque par la pose de clapets anti-retour à l'amont de ces derniers tels le réseau incendie, les robinets d'arrosage, le point d'eau desservant le local déchets, ...

**Concernant le risque légionellose :**

L'arrêté du 1<sup>er</sup> février 2010 relatif à la surveillance des légionelles dans les installations de production, de stockage et de distribution d'eau chaude sanitaire devra être respecté. Le réseau interne doit être conçu de manière à limiter la corrosion et l'entartrage, phénomènes favorisant généralement la prolifération microbienne, et à éviter toute stagnation d'eau.

.../...

La prévention de ce risque est préconisée notamment par le respect d'une température minimale de 60°C sur le lieu de production d'eau chaude et de 50°C dans toutes les canalisations, jusqu'aux points d'usage, car la légionelle est une bactérie qui ne prolifère qu'entre 25 et 45°C. La mise en place de mitigeurs bloqués à une température maximale de 40°C est recommandée afin d'éviter les risques de brûlure.

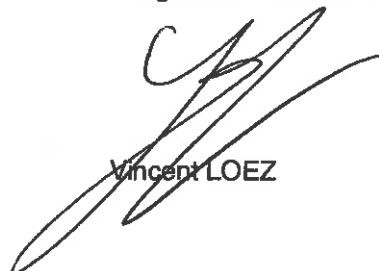
L'ensemble du réseau doit faire l'objet d'un traitement préventif et d'un suivi régulier.

Concernant les DASRI :

L'arrêté du 20 mai 2014 modifiant l'arrêté du 7 septembre 1999 relatif au contrôle des filières d'élimination des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés et des pièces anatomiques et l'arrêté du 7 septembre 1999 relatif aux modalités d'entreposage des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés et des pièces anatomiques devront être respectés.

En conclusion, j'émet un avis favorable à ce projet sous réserve du respect des prescriptions citées supra.

Pour le Directeur Général  
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est  
et par délégation  
Pour le Délégué Territorial de la Marne  
Et par délégation  
L'Ingénieur d'Etudes Sanitaires



Vincent LOEZ